

Note de Conjoncture n° 3-2004**Une croissance économique proche de 4% en 2004 et 2005**

Les principaux indicateurs macro-économiques témoignent d'une activité soutenue en 2004, s'accompagnant d'une hausse solide de l'emploi. La reprise n'est toutefois qu'à un stade précoce, ce qui explique en partie la montée ininterrompue du chômage et la modération de l'inflation (ceci en dépit du choc sur les prix pétroliers). Dans un environnement mondial légèrement moins porteur, la situation conjoncturelle devrait se stabiliser en 2005. Tels sont les faits saillants de la Note de Conjoncture n° 3-2004, que le STATEC vient de publier.

Les prévisions de croissance pour 2005-2007, l'évolution récente des principales branches d'activité, l'inflation, les salaires, les relations économiques extérieures et le marché du travail y sont traités en détail. Cette Note comporte en outre plusieurs encadrés qui laissent la place à des analyses plus particulières sur des thèmes tels que le différentiel entre les prix des carburants au Luxembourg et dans les pays voisins, la compétitivité, l'inflation au Luxembourg et dans la zone Euro et la durée de travail moyenne au Luxembourg en 2003.

Un bilan économique sectoriel satisfaisant en 2004

L'industrie présente des résultats en forte croissance en terme de production (en particulier sur le premier semestre), les meilleurs depuis 1998. Les gains de productivité engrangés en 2003 et 2004 ont commencé à se répercuter sur les investissements mais pas sur l'embauchage. A l'instar des autres économies dites "post-industrielles", le Luxembourg suit la tendance à la baisse des effectifs de la branche industrielle: moins de personnel, en particulier de personnel peu qualifié (de plus en plus concurrencé par les bas salaires des économies dites "émergentes"), et utilisation accrue du facteur capital.

La construction aura dans l'ensemble connu une année de stagnation, résultat de deux tendances opposées. Pour le génie civil, 2004 laissera le souvenir d'une année mauvaise, avec beaucoup moins de travaux au niveau des infrastructures routières. Pour le bâtiment en revanche, l'activité a bien progressé, tant pour la construction résidentielle (dopée entre autres par des taux d'intérêt toujours très faibles) que pour la partie non-résidentielle. Lueur d'espoir, l'enquête de conjoncture du mois de janvier 2005 montre un niveau d'optimisme des entrepreneurs relativement élevé par rapport aux deux années précédentes.

La branche du commerce devrait apporter, comme en 2003, une contribution conséquente en terme de croissance et de recettes fiscales. L'ensemble du secteur est porté par la bonne tenue du commerce dit "automobile", avec une progression à la fois des ventes de véhicules et de carburants, et du commerce de gros (pour la partie carburants également mais aussi pour les ventes de produits sidérurgiques). Pour le commerce de détail, en revanche, les résultats devraient marquer au mieux une stagnation par rapport à 2003. Les ménages auront vraisemblablement moins consommé dans les magasins et grandes surfaces du Grand-Duché, ou en tous cas moins cher, un phénomène peut-être plus lié à une évolution structurelle que conjoncturelle.

L'HORECA n'a pas pu bénéficier cette année d'une météo clémente, propice à la venue de touristes sur la période estivale. Le nombre de nuitées passées dans les établissements luxembourgeois affiche cependant une progression en 2004, ce que l'on peut mettre sur le compte d'un regain du

tourisme dit "d'affaires", en ligne avec l'accélération de l'activité économique. On constate la poursuite de la progression des résultats au niveau des entreprises liées à la restauration collective: cette branche de l'HORECA reste l'une des plus dynamiques en terme de création d'emplois.

Les transports aériens profitent de la reprise du tourisme européen et mondial mais également de la bonne tenue des activités liées au transport de marchandises. L'année 2004 marque également une reprise au niveau du transport fluvial, après une activité réduite en 2003 du fait des conditions de navigation difficiles sur la Moselle, mais également par des volumes transportés plus importants de produits liés à l'industrie sidérurgique.

Le secteur financier renoue avec la croissance en 2004. Bien que l'activité bancaire marque une pause et enregistre globalement une stagnation des résultats et de l'emploi sur l'ensemble de l'année, les autres métiers permettent de maintenir une tendance positive. Les très bonnes performances des OPC, les exportations accrues de services financiers d'une manière générale, en ligne avec la remontée des indices boursiers, sont autant de signes encourageants pour la contribution à la croissance du secteur financier en 2004 ainsi que pour les années à venir.

Pour les autres services marchands, l'évolution est relativement hétérogène. Les emplois créés dans ces services représentent environ 10% des nouveaux emplois. En revanche, les données qui ont trait aux chiffres d'affaires sont encore trop parcellaires pour 2004 et il est difficile d'en tirer des conclusions claires sur l'évolution conjoncturelle de l'activité. La nouvelle enquête de conjoncture dans les services (enquête conjointe du STATEC et de la Chambre de Commerce) aidera à pallier ces carences.

L'inflation meilleure que sa réputation

On peut considérer qu'avec un taux annuel de 2.2%, l'inflation luxembourgeoise s'est montrée relativement modérée en 2004, dans un contexte de flambée des prix du pétrole (+13% sur l'année). Il est vrai que cette hausse du pétrole, mais également celle des prix des matières premières au niveau mondial, a pu être amoindrie (mais pas compensée) du fait de l'appréciation de l'Euro. La hausse des matières premières s'est par contre nettement répercutée sur les prix des produits industriels luxembourgeois et sur les prix à la construction. Si l'on considère les prix à la consommation hors produits pétroliers, ceux-ci marquent en fait une décélération quasi-continue depuis 2002, plus accentuée pour les biens que pour les services. Ainsi, fin 2004, on enregistre une inflation sous-jacente de quelque 1.5%.

Pour les salaires, la dynamique est sensiblement la même que pour les prix à la consommation. Passée la période d'accélération très nette en 2000 et 2001, conséquence directe de la très forte croissance économique connue par le Luxembourg sur les années 1997 à 2000, le coût salarial revient sur un sentier de croissance proche de celui de la zone euro.

Le chômage, parent pauvre de la reprise

L'emploi s'est accéléré en 2004. Après une hausse de 1.9% en 2003, l'emploi intérieur total au Luxembourg affiche une croissance proche de 2.5% sur l'ensemble de 2004. Ce résultat reste insuffisant, puisque le chômage augmente toujours. Plus inquiétant, alors que l'on constatait un ralentissement dans la progression du nombre de chômeurs depuis la mi-2003, ce ralentissement ne se remarque plus sur les derniers mois de l'année 2004. Sur cette période, en effet, le nombre de chômeurs croît sur un rythme annuel constant, autour de 12%.

Prévisions: 4% de croissance en 2005

Le STATEC confirme son estimation d'une croissance du PIB en volume de 4.2% pour 2004 et révisé (marginale) à la baisse la prévision pour 2005 (de 4.2% à 4%). Pour les années 2006 et 2007, le STATEC prévoit toujours une croissance soutenue de l'économie luxembourgeoise, légèrement supérieure à 4%. Ce rythme d'expansion, bien que très favorable dans une comparaison

européenne, va de pair avec une sous-utilisation des capacités de production. En effet, le PIB potentiel, c.-à-d. la production maximale réalisable sans tensions sur les prix, étant donné le stock de capital, les ressources en main-d'œuvre et le progrès technologique, devrait croître quant à lui d'environ 4.5% en moyenne, sur l'horizon de prévision.

En dépit d'un léger affaissement de la demande mondiale en 2005, les exportations vers les pays européens, premiers clients pour les biens et services produits par les entreprises domestiques, constitueraient le principal moteur conjoncturel. En effet, d'après les prévisions d'automne de la Commission européenne, le ralentissement au niveau mondial, entre 2004 et 2005, serait moins prononcé pour les pays européens, présentant, il est vrai, un certain retard dans la position cyclique vis-à-vis des États-Unis.

Les exportations de services financiers ont repris une dynamique certaine, coupant toutefois avec la croissance frénétique de la fin de la décennie 1990. D'autres créneaux sont en voie de monter, comme le commerce électronique, générant, pour le moment, surtout des retombées fiscales, et peu de demande induite. L'industrie luxembourgeoise a connu une année 2004 faste et on ne prévoit pas de ralentissement substantiel au niveau des exportations de biens.

La demande de consommation des ménages pourrait reprendre des couleurs alors que le chômage cesserait de s'aggraver substantiellement et que le climat général continuerait de s'améliorer. Après les baisses en 2002 et 2003, la formation de capital a déjà démarré en 2004: le STATEC mise sur la poursuite d'une tendance forte des investissements en moyens de production et infrastructures, par l'État mais aussi par les entreprises et les ménages.

En cumul, sur les années 2002-2005, l'État luxembourgeois aura injecté l'équivalent de quelque 6% du PIB dans l'économie. D'après le Programme de stabilité 2004-2007, cette politique expansionniste, qui aura soutenu la demande et évité un ralentissement conjoncturel plus prononcé, ne perdurerait pas au-delà de 2005. En effet, le déficit public devrait se stabiliser à quelque 1% du PIB nominal. Le déficit structurel, qui neutralise les effets de la conjoncture sur les dépenses et recettes publiques, se situerait, d'après le Ministère des Finances et la Banque Centrale du Luxembourg, entre 0.5% et 1% du PIB en 2004 et 2005. La prochaine version des comptes du secteur public, élaborée suivant le SEC95 par le STATEC dans cadre de la procédure "notification de déficits excessifs" et publiée début mars, permettra de mieux asseoir l'état des finances publiques et l'impulsion conjoncturelle de la politique budgétaire sur les années 2004 et 2005.

D'après le STATEC, la modération de l'inflation se poursuivrait sur l'horizon de prévision et serait due à la sous-utilisation des capacités productives, la montée du chômage et la baisse des prix pétroliers, à partir de 2006. Aussi, l'échéance de la prochaine tranche indiciaire est-elle prévue pour début 2006.

Le coût salarial devrait évoluer à un rythme annuel proche de 3%: cette hausse prévisionnelle doit être considérée comme modérée si on l'évalue en termes "réels", c.-à-d. en la déflatant par les prix, de consommation ou de valeur ajoutée. Sur la période 1985-2003, le coût réel du travail a progressé d'environ 1.5% l'an; sur les années 2004-2007, il est prévu une hausse moyenne de 0.5% par an.

Avec le renforcement graduel de la croissance, la création d'emplois devrait quelque peu s'accélérer et atteindre un rythme annuel de 3% à la fin de l'horizon de prévision. Le chômage ne devrait pas baisser substantiellement avant 2006, faute d'une reprise pas assez forte. Mais l'évolution du chômage (résident) ne dépend pas que des créations d'emplois mais encore de l'afflux sur le marché de travailleurs frontaliers ou de la participation à la vie active de la population résidente. Ce dernier facteur pourrait donner lieu à un certain répit car on est en droit de supposer une participation moins élevée au fur et à mesure que le chômage monte. Si le taux d'activité continue à augmenter, ce sera à un rythme moins fort que par le passé.

Tableau 1: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise

	1985-2003	2003	2004	2005	2006	2007
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)					
PIB (en vol.)	5.5	2.9	4.2	4.0	4.3	4.4
Emploi total intérieur	3.4	1.8	2.4	2.4	2.8	3.0
Taux de chômage ¹	...	3.7	4.2	4.3	4.2	4.0
Indice des prix à la consommation ²	2.3	1.9	2.2	2.0	1.7	1.7
Coût salarial nominal moyen ²	4.0	2.1	3.2	2.7	2.7	2.5
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB)	2.9 ³	0.8	-1.4	-1.0	-0.9	-1.0

Source: STATEC (1985-2003: comptes nationaux observés; 2004-2007: prévisions janvier 2005), sauf besoin de financement (Ministère des Finances)

¹ Sur base du chômage inscrit (ADEM), en % de la population active

² Concepts comptes nationaux

³ 1990-2003

Tableau 2: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Production par jour ouvrable		Chiffre d'affaires en volume	Chiffre d'affaires en valeur			Résultat brut avant provisions	Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises	Services collectifs et domestiques	
	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93	
	Taux de variation annuels en %									
1997	5.8	2.3	17.6	5.5	9.5	20.5	8.8	21.8	...	
1998	8.1	0.6	3.9	4.5	12.3	28.3	14.5	9.5	...	
1999	1.5	3.8	3.1	6.4	17.8	-16.5	1.3	8.7	6.6	
2000	5.1	5.3	9.8	6.0	17.7	25.6	24.2	15.7	7.4	
2001	3.0	4.0	0.4	2.5	8.4	-1.5	5.3	13.6	6.9	
2002	2.1	1.9	1.2	3.5	1.8	5.1	-7.9	-0.5	5.8	
2003	5.2	0.8	9.2	-4.2	-4.1	-8.6	0.9	7.2	4.7	
2004 ¹	6.4	-0.4	7.0	-1.8	2.1	-6.4	0.5	5.7	3.1	
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %									
T1 02	-0.5	-0.3	0.2	5.0	-2.0	2.2	-7.7	-2.8	6.0	
T2 02	2.7	1.8	0.2	2.7	-1.4	-11.0	-1.5	-1.7	5.6	
T3 02	-1.1	-4.3	0.4	4.5	8.9	-0.7	-8.8	-13.6	5.8	
T4 02	4.7	0.8	3.2	2.0	2.2	5.1	-13.1	16.6	5.9	
T1 03	0.6	0.7	4.2	-6.1	3.2	-4.7	0.6	8.7	6.0	
T2 03	-1.0	0.1	1.3	-5.0	-2.4	-10.0	-6.6	14.4	6.4	
T3 03	3.6	1.5	0.7	-5.1	-8.4	-9.3	2.4	4.8	4.0	
T3 03	0.4	1.4	2.0	-0.8	-8.4	-8.6	7.4	2.1	2.5	
T1 04	3.5	-1.5	..	0.1	3.5	-13.0	-2.2	6.2	1.6	
T2 04	1.9	-0.1	..	-1.0	-1.6	-0.3	-0.6	7.8	2.3	
T3 04	0.4	-0.8	..	-4.3	4.6	-6.4	4.2	2.7	5.4	

¹ Industrie et construction = 11 mois, autres = 9 mois

Source: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

Tableau 3: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

	juin-04	juil-04	août-04	sept-04	oct-04	nov-04	déc-04	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire									
Prix, salaires									
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.6	2.4	2.3	2.0	2.5	2.4	2.2	2.3	1.9
Inflation sous-jacente	2.0	1.9	1.7	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	2.1
Prix pétroliers	17.9	16.6	18.5	13.4	28.9	27.0	22.5	26.1	-3.4
Indice des prix à la production industrielle	9.2	9.8	11.3	15.1	14.6	15.7	...	15.1	0.8
Indice des prix à la construction ¹	2.3	2.9	2.9	2.9	3.6	3.6	3.6	3.6	1.8
Coût salarial moyen, par mois et par personne	3.1	3.1	1.6	0.4	1.7	3.1
Commerce extérieur									
Exportations de biens en valeur	26.3	11.9	16.9	19.9	10.9	16.7	...	15.7	-6.3
Importations de biens en valeur	14.4	8.2	14.1	13.4	5.8	13.2	...	10.7	-7.2
Emploi, chômage									
Emploi salarié intérieur	2.8	2.5	3.0	3.0	3.0	3.1	3.2	3.1	1.9
Emploi national	1.5	1.4	1.7	1.6	1.7	1.8	1.9	1.8	0.6
Taux de chômage (en % de la population active)	3.9	4.0	4.0	4.2	4.3	4.4	4.5	4.4	4.0

Source: STATEC

Les données en italique sont des estimations

¹ Estimations sur base de données semestrielles

Une version électronique complète de la Note de Conjoncture n°3-2004 et un résumé en anglais sont disponibles gratuitement à l'adresse <http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/noteConjoncture/index.html>. La version imprimée sera disponible prochainement au STATEC, B.P. 304, L-2013 Luxembourg, tél.: 478-4377 / fax 46 42 89, E-mail: info@statec.etat.lu, au prix de 2.90 EUR.

Bureau de presse:

Guy ZACHARIAS

Tél: 478 - 4281

Fax: 26 20 19 02

E-mail: guy.zacharias@statec.etat.lu

Pour en savoir plus:

Unité: C2 - Conjoncture

Contact: Bastien LARUE

Tél: 478 - 4339

Fax: 24 18 12

E-mail: bastien.larue@statec.etat.lu

Publié par le 

13, rue Érasme, L-1468 Luxembourg, tél. 478-4219, fax 26 20 19 02, e-mail info@statec.etat.lu, www.statec.public.lu